

**PCF**  
Parti communiste français

Fédération de Seine et Marne

264 rue de la Justice BP 118 - 77004 Melun Cedex  
Tél : 01.64.79.75.10 - Fax : 01.64.79.75.15  
mail : pcf77@wanadoo.fr

**INFO FEDE**  
**Seine et Marne**

20 Janvier 2014

**Voeux de Pierre Laurent**

## **“Construisons une autre voie, une autre politique alternative de gauche”**

“Des erreurs du gouvernement ne naîtra rien de bon”, a-t-il déclaré, avant de lancer l'idée d'un "pacte de solidarité".

“à toutes celles et ceux qui, ayant déjà pris conscience du fiasco ou dont les doutes s'amplifient chaque jour, je tends la main et je dis : travaillons ensemble”, a proposé Pierre Laurent, avant de préciser sa proposition :

“Ce pacte de solidarité, en quoi pourrait-il consister ?

En un cap politique, d'abord, pour tracer les lignes d'une politique d'alternative à gauche. Et en une méthode, ensuite, qui consiste à rassembler au delà de nos différences”.

“L'heure n'est plus à attendre ce qui ne viendra pas. Il ne suffit pas non plus de décrire et de commenter la catastrophe annoncée. [...]

Nous voulons la vérité sur la fiscalité”, a notamment affirmé le sénateur communiste de Paris qui a annoncé “des états généraux de la justice fiscale avant l'été”. “En février nous voulons instaurer un comité préparatoire

largement ouvert qui en sera le lieu d'organisation”, a-t-il aussi précisé. “Notre pacte de solidarité, c'est aussi celui qui dit non à la haine”, a déclaré Pierre Laurent qui a réaffirmé vouloir que le PCF “propose que la lutte contre le racisme soit déclarée grande cause nationale en 2014”. Il est également revenu sur les échéances électorales de 2014.

Le PCF veut “être en campagne rapidement” pour les européennes. Dans cet objectif, a eu lieu ce

vendredi une rencontre avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon pour “clarifier la situation”. “C'est avec la même détermination que nous sommes engagés dans les échéances municipales. [...]

**Non, le Front de gauche n'est pas en lambeaux comme je l'ai lu”, a dit Pierre Laurent. “Il est au travail, il est en débat et aujourd'hui dans toutes les communes il est au combat”.**



**Lundi 13 janvier, au siège national à Paris, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent a présenté ses vœux aux personnalités et aux journalistes.**

### **AGENDA**

- Conseil National  
- Jeudi 23 janvier

- Conseil départemental  
- Lundi 27 janvier

### **Sommaire**

- P1 - Voeux Pierre Laurent
- P2 - Pacte d'irresponsabilité
- P3 - Le MEDEF va coûter 100 milliards
- P4 - Rencontre PCF/PG  
Corning : Stop aux licenciements

# UN PACTE D'IRRESPONSABILITE SOCIALE

**C'est un véritable "pacte d'irresponsabilité sociale" qu'a présenté François Hollande au cours de sa conférence de presse. Ses mesures sont une attaque profonde, un dynamitage en règle du modèle social et républicain français.**

Un "je-vous-ai-compris" gaullien, mais je ne changerai pas de cap politique, telle fut l'essence de la conférence de presse, le 14 janvier, du président de la République. Regard visionnaire tourné vers l'horizon 2017, envolées lyriques sur le "destin" de la France et de l'Europe, F. Hollande, qui a nié « être gagné par le libéralisme », entend poursuivre et aggraver l'austérité.

## LE COMMIS DU PATRONAT

Alors qu'il a reconnu, bien que s'efforçant de le minimiser à grand renfort de « tendances », son échec sur l'inversion de la courbe du chômage, le président a confirmé son nouveau cadeau au Medef qui mettra fin aux cotisations patronales qui financent les allocations familiales.

Une mesure qui sera compensée par la baisse de la dépense publique, autrement dit moins de services publics, moins d'investissements en infrastructures utiles à la collectivité, etc., tout cela au nom de la baisse du "coût du travail", pour laquelle le patronat réclame cent milliards d'allègements de cotisations (lire aussi ci-dessous). Les contre-parties exigées sont du vent et, pire, relèveraient uniquement des négociations par branches que le Parlement est appelé à entériner. C'est la fin de toute législation sociale nationale. La méthode proposée est, elle aussi, inacceptable. Le président s'est donné six mois pour mettre en oeuvre son « pacte de responsabilité » avec les entreprises.

Le Parlement et les organisations syndicales sont sommées de se soumettre



**Pour la troisième conférence de presse de son mandat, François Hollande n'a annoncé que des mesures en faveur du patronat**

aux exigences du patronat. La réforme institutionnelle dessinée par le président de la République est un nouveau coup dur porté à la démocratie. Annoncée mardi, la « nouvelle étape » de la politique du gouvernement sera donc plus austéritaire, plus antisociale, et plus libérale. Son « principe de réalité » : laisser les marchés financiers ligoter l'économie et la démocratie. Mardi, c'est un commis du patronat qui a parlé.

ce sont donc les collectivités locales qui devront effectuer des choix. Du sarkozysme, F. Hollande dénonce le bilan mais reprend des propositions, et celle de Balladur qui préconisait la fusion des conseillers généraux et régionaux. Il incite, à l'image des treize nouvelles métropoles qu'il adoube à des rapprochements entre collectivités, avec une carotte : des « dotations qui varieront selon les regroupements ». Ce

**Le « principe de réalité », c'est laisser les marchés financiers ligoter l'économie et la démocratie.**

## LE MASQUE EST TOMBÉ

Social-libéral ? Pour la partie qui reste à venir de son mandat, le président sera un président libéral tout court. Il y a franchement de quoi rester interdit devant tant de tromperies : coupes drastiques dans les services publics jusqu'en 2017, « réformes structurelles » de l'état et un "big bang" territorial touchant régions et d'autres collectivités. En 2014, la baisse des dépenses publiques est de plus de 15 milliards. Elle sera aggravée de 50 milliards entre 2015 et 2017. Compte-tenu que les dépenses de l'état ne représentent qu'un tiers des dépenses publiques globales,

grand oral du président a eu, au moins, le mérite de faire tomber le masque. Mais, il va susciter un peu plus de colère dans un pays rongé par l'inquiétude. Les communistes réitèrent leur proposition d'un "pacte de solidarité" à l'ensemble des militants de gauche afin de créer les conditions de la mise en oeuvre d'une politique de gauche, politique que le président Hollande a décidé d'abandonner.

*Le Medef demande 30 nouveaux milliards pour baisser le coût du travail*

## Gattaz, l'homme qui va coûter cent milliards

**L**e patronat a reçu fort et clair les annonces faites par François Hollande. Pierre Gattaz se sent pousser des ailes et demande trente milliards à l'État pour une nouvelle baisse du coût du travail.

Une nouvelle baisse du coût du travail de trente "milliards d'euros. C'est ce que demande le patron des patrons, Pierre Gattaz, au gouvernement. Et, pour faire passer la pillule dans son maquisonnage de comice agricole, il promet de créer des emplois ! Un million, en créant « des poches (?) de 50 000 à 100 000 emplois dans les prochaines années » ! Gattaz, encore tout secoué par « l'électrocchoc [qu'il] attendait » de François Hollande, et que ce dernier lui a administré avec ses vœux en annonçant la création d'un "pacte de responsabilité" avec les entreprises, imagine même une « hausse raisonnable du salaire net ». à lire en diagonale la dépêche de presse, on eût pu se réjouir et s'interroger. Un million d'emploi, mazette, de quoi faire baisser de trois points le taux de chômage ! Mais... car il y a un mais, Gattaz fait aussitôt du rétropédalage en annonçant sur une radio périphérique que, pour ce million d'emploi, il s'agit davantage d'un "objectif" que « d'un engagement ferme et juridique ». Voilà pour calmer la joie. S'interroger aussi : Saint-Pierre Gattaz allait-il, plus fort que dans la Bible, multiplier les emplois au lieu des pains



**Yvon Gattaz avait promis de créer de 400 000 emplois en contrepartie d'aides publiques. On n'a rien vu. Pierre Gattaz plus fort que son père !**

? Il reste bien l'apôtre du libéralisme et nous donnerons ici, bruts de décoffrage, quelques versets de l'évangile patronal : « optimisation de tout ce système de la sphère publique qui n'a pas été optimisé depuis quarante ans. [...] Chaque fois qu'on cherche à faire des économies en France, soit nous enlevons les subventions aux entreprises, soit nous faisons de la lutte contre la fraude ».

L'évasion fiscale, sport favori des amis de M. Gattaz, c'est un manque à gagner dans les caisses de l'état de 60 milliards par an. Une paille ! Interrogé sur une baisse des cotisations patronales passant par un transfert des cotisations familiales (35 milliards d'€), il a estimé que « ça fait partie des solutions simples » ; ce transfert devant se faire « idéalement en baisse de dépense publique mais si on ne peut pas le faire immédiatement, en petite hausse de la TVA avec un coup de pouce aux salaires nets ». Après les vingt

milliards du crédit d'impôt compétitivité emploi, le CICE financé par la hausse de la TVA, les 35 milliards des allocs et les 30 nouveaux milliards demandés pour abaisser le coût du travail, le Medef vise le "jackpot" des cent milliards. Derrière cela, un objectif : élever les taux de marge des entreprises françaises et, comme indiqué dans le magazine Challenges, casser les « carcans qui empêchent la France d'entrer pleinement dans la mondialisation ».

Une perle pour conclure. Pour le Medef, cité encore par Challenges, « si on ouvrait les magasins le dimanche et le soir, les touristes pourraient consommer davantage ». Les touristes !!! Les Français, saignés à blanc pour financer les aides publiques aux capitalistes, n'ont, eux, que le choix de consommer moins.

### COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE PCF-PG DU VENDREDI 17 JANVIER 2014

ETABLIE PAR LA DELEGATION DU PCF

La rencontre entre deux délégations de six personnes du PCF et du PG conduites par Pierre Laurent et Jean-Luc Melenchon a eu lieu ce matin à Paris. La rencontre a duré plus de trois heures.

Elle a principalement abordé quatre questions :

Premièrement, les deux délégations portent la même appréciation sur la gravité de la conférence de presse de Fran-

çois Hollande. Elles ont confirmé leur volonté d'amplifier leur opposition à cette politique et la mobilisation pour lui faire face. Il a notamment été évoqué la journée de mobilisation du 8 février contre la hausse de la TVA et la délégation du PCF a rappelé la démarche des États généraux de la justice fiscale. Le PCF a également souligné la nécessité de relancer l'intervention citoyenne et l'action contre les réformes institution-

nelles annoncées par François Hollande et pour la VIème République.

Deuxièmement, sur les élections municipales, les deux délégations, en réaffirmant leur attachement à l'enjeu communal, ont constaté leurs divergences d'appréciation et de stratégie sur le premier tour des élections municipales dans une série de grandes villes. Elles ont discuté des règles d'utilisation du logo du Front de gauche sans encore

.../...



trouver de point d'accord final sur ce point. Diverses solutions ont été évoquées mais aucune n'a fait consensus. Il a été convenu de poursuivre les échanges. Pour le PG, cette question fait particulièrement problème à Paris. Troisièmement, une discussion a également eu lieu sur les futures échéances régionales et cantonales de 2015, sur les options stratégiques qui seront prises par le Front de gauche et sur la manière de les décider. Le PCF pour sa part, a fait remarquer que dans ces deux types d'élections, la présentation de candidats ou de listes était déjà la règle lors des dernières échéances, dans la quasi totalité des cas aux cantonales dans lesquelles le PCF a toujours présenté des candidats et dans la grande majorité des régions en 2010. Le PCF considère que l'ampleur des attaques du gouvernement contre les collectivités départementales et régionales conduira probablement à approfondir les choix dans cette direction. En même temps, la délégation du PCF a indiqué que ces décisions devraient intervenir après les échéances électorales du premier semestre 2014 en tenant compte du résultat de ces élections et du nouveau paysage politique, d'une appréciation fine des conséquences de la modification du scrutin cantonal et du découpage autoritaire des nouveaux cantons,

qui visent à marginaliser notre représentation électorale. En tout état de cause, ces choix devront être débattus par les communistes en ce qui concerne le PCF, et par l'ensemble du Front de gauche, avant toute décision. Le PCF a indiqué qu'il était favorable à ce qu'une discussion nationale du Front de gauche s'engage sur ce point à l'issue des échéances à venir.

Quatrièmement, concernant les élections européennes, le PCF a souligné l'urgence qu'il y avait à entrer en campagne, à travailler pour cela à la constitution des listes du Front de gauche, et l'atout que constituait la désignation de la candidature d'Alexis Tsipras. Trois points de discussion ont été soulevés par le Parti de gauche : la nécessité de confirmer notre accord sur le fond de notre positionnement politique, la volonté d'aboutir à des listes qui respectent l'équilibre entre les différentes forces du Front de gauche, avec trois têtes de liste pour le PCF et le PG comme en 2009, la nécessité de discuter du rôle de la délégation française dans le groupe de la GUE-NGL au Parlement européen. Le PCF, qui est favorable pour sa part à la reconduction des sortants dans leurs circonscriptions (Patrick Le Hyaric, Jacky Hénin, Jean-Luc Melençon, Marie-Christine Vergiat, Yonus Omarjee), et

au respect de la diversité des composantes du Front de gauche dans la répartition des postes éligibles, a indiqué qu'il était ouvert à la discussion et que des progrès rapides pouvaient être réalisés vers un accord si cette discussion s'engageait.

Enfin, la nécessité de continuer à mener la réflexion sur la vie du Front de gauche a été évoquée. Le PG souhaite reprendre la discussion sur les adhésions directes et les modes de décision au Front de gauche. Le PCF a pour sa part indiqué qu'il avait toujours été ouvert aux discussions sur l'amélioration des modes de fonctionnement partagés du Front de gauche.

À la sortie de la rencontre, Pierre Laurent a estimé devant la presse : « la crise qu'on a traversée est derrière nous, même si tout n'est pas réglé ». Il a estimé que ces discussions étaient « rassurantes pour ceux qui s'inquiétaient pour l'avenir du Front de gauche ». Pour le PG, Eric Coquerel a déclaré : « la crise n'est pas surmontée, mais nous en sortons avec l'idée que cette crise est surmontable ».

Le Parti communiste français va travailler activement dans les jours qui viennent pour aboutir à ce que les deux délégations ont qualifié de « nécessaire sortie par le haut ».

(voir l'Humanité du 20 Janvier)

## L'emploi c'est bien la première préoccupation des français

### NON à la casse de l'emploi chez CORNING (Bagneaux / Loing)

La Direction de l'Entreprise L'CORNING France vient d'annoncer un plan de suppression d'emplois d'une cinquantaine de salariés sur le site de Bagneaux / Loing. Cette Entreprise, filiale du grand Groupe américain CORNING, développe son activité autour de différents produits tels que la verrerie ophtalmique, les verres de protection contre les radiations dans les postes de radiologie, ... S'il devait se confirmer, ce plan s'intégrerait à la logique suivie par les Grands Groupes Industriels et Financiers, consistant à réduire de façon drastique la voilure du développement industriel, particulièrement dans la production. Pour rappel, le bassin verrier de Nemours - Bagneaux occupait environ 5000 salariés dans les années 80, alors qu'il en reste 500 actuellement, dont environ la

moitié en production et le reste en Recherche & Développement, et les activités « siège ». S'il est en fait que les verres ophtalmiques ont sérieuse-

ment été concurrencés par la technologie « plastique », cela ne peut suffire à expliquer les baisses d'effectifs.



Le 20 /01

Les communistes de la section de Nemours à la rencontre des salariés de Corning